Mandats du Groupe de Travail sur la détention arbitraire ; le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression ; le Rapporteur spécial sur les droits à la liberté de réunion pacifique et d'association ; le Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs des droits de l'homme ; et la Rapporteuse spéciale sur l'indépendance des juges et des avocats

REFERENCE: UA
COD 4/2015:

30 novembre 2015

Excellence,

Nous avons l'honneur de nous adresser à vous en nos qualités de Premier Vice-Président du Groupe de Travail sur la détention arbitraire ; Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression ; Rapporteur spécial sur les droits à la liberté de réunion pacifique et d'association ; Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs des droits de l'homme ; et Rapporteuse spéciale sur l'indépendance des juges et des avocats, conformément aux résolutions 24/7, 25/2, 24/5, 25/18, et 26/7 du Conseil des droits de l'homme.

Dans ce contexte, nous souhaiterions attirer l'attention du Gouvernement de votre Excellence sur des **allégations que nous avons reçues relatives à la détention arbitraire des deux défenseurs de droits de l'homme, M. Christopher Ngoyi Mutamba et M. Yves Makwambala.**

M. Christopher Ngoyi Mutamba est un défenseur des droits de l'homme congolais. Il est le président de l'organisation « Synergie Congo, culture et développement » et le coordinateur de la plateforme « Sauvons le Congo ».

M. Yves Makwambala est le concepteur du site web de Filimbi, une coalition d'organisations non-gouvernementales congolaises travaillant dans le domaine de la promotion de l'engagement politique et social de la jeunesse congolaise.

Nous aimerions vous rappeler l'appel urgent conjoint qui a été envoyé le 16 juin 2015 au Gouvernement de votre Excellence au sujet de la détention de M. Fred Bauma,

un activiste des droits de l'homme congolais engagé dans plusieurs mouvements sociaux de la jeunesse, notamment la 'Lutte pour le Changement' (LUCHA) et la coalition d'organisations non-gouvernementales 'Flimbi', et dont le cas reste bloqué, en attente de la décision de la Cour de cassation (appel urgent du 6 juin 2015, cas no. COD 3/2015). Dans ce contexte, nous voudrions aussi vous rappeler l'avis no. 31/2015 adopté par le Groupe de travail sur la détention arbitraire le 3 septembre 2015 et dans lequel il a conclu que la détention de M. Fred Bauma est arbitraire, demandant sa libération immédiate. M. Fred Bauma reste toujours en détention.

Selon les informations reçues:

Le cas de M. Christopher Ngoyi Mutamba

Durant le mois de janvier 2015, M. Ngoyi aurait participé à plusieurs manifestations au sujet de la nouvelle loi électorale. En particulier, M. Ngoyi aurait organisé le 12 janvier 2015 une manifestation pacifique au stade de Kinshasa.

Le 21 janvier 2015 à 20h30, M. Ngoyi aurait été arrêté dans le quartier Victoire à Kinshasa par des hommes en uniforme de la police militaire et emmené au centre de détention de l'Agence nationale de renseignement. Le même jour, M. Ngoyi avait été à l'hôpital de Mama Yemo à Kinshasa pour rendre visite à des manifestants blessés durant diverses manifestations entre le 19 et le 21 janvier. Suite à sa visite, des membres de la Garde républicaine seraient entrés dans l'hôpital et auraient ouvert le feu, blessant au moins trois personnes.

Le 22 janvier, six hommes vêtus de tenues civiles auraient accédé à la maison de la famille de M. Ngoyi avec un mandat de perquisition et auraient confisqué des documents appartenant à M. Ngoyi.

M. Ngoyi aurait été détenu *incommunicado* jusqu'au 16 février, jour où il aurait été présenté à l'Avocat général. Ce dernier l'aurait accusé de publication de propagande, d'avoir incité à la désobéissance civile, à la rébellion, et à la haine raciale, de destruction de propriété et de vol, d'attentat, de complot tendant à porter le massacre et d'atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat. Il aurait ensuite été transféré à la prison de Makala.

Le 4 mars, le procès contre M. Ngoyi aurait débuté devant le tribunal de paix de Kinshasa Matete, alors qu'il n'en aurait pas été informé au préalable, comme l'exige la loi congolaise. M. Ngoyi aurait refusé de comparaître devant la cour en raison du non-respect du Code de procédure pénale. Le procès aurait été reporté.

Le 18 mars 2015, le procès aurait été rouvert, mais les médias n'auraient pas eu accès à la salle d'audience. M. Ngoyi aurait déclaré que son droit à un procès équitable a été violé et aurait interjeté appel contre cette décision devant la Cour d'appel. Celle-ci aurait confirmé la décision rendue en première instance sur l'accès aux audiences et de ce fait M. Ngoyi se serait pourvu en cassation devant la Cour suprême. Le procès serait suspendu dans l'attente de la décision de la Cour suprême quant à l'accès des médias à la salle d'audience.

Le cas de M. Yves Makwambala

Le 15 mars 2015, M. Yves Makwambala aurait assisté à une conférence de presse organisée par la plateforme Flimbi, une coalition d'ONGs congolaises, au centre culturel de la commune de Masina, le « Centre Eloko ya Makasi », à Kinshasa. Il aurait été détenu avec environ 30 autres personnes par des agents de l'Agence nationale de renseignement et aurait été transféré au quartier général de cette dernière. Lors de son arrestation, aucun motif ne lui aurait été communiqué. La conférence de presse marquait la fin d'un atelier sur la promotion de la participation civique des jeunes.

Le 15 mars 2015, le porte-parole du gouvernement congolais aurait publiquement déclaré que les jeunes détenus étaient des « terroristes ». Il les aurait également accusés de promouvoir la violence et de préparer une insurrection armée, sans produire aucune preuve de ces allégations.

M. Makwambala aurait été détenu pendant 40 jours sans avoir accès aux membres de sa famille ou à une assistance juridique. Aucun avocat n'aurait été présent pendant ses interrogatoires et il aurait été forcé de signer les procès-verbaux de ces entretiens.

Le 24 avril 2015, M. Makwambala aurait été présenté devant le procureur du Tribunal de grande instance de Gombe qui l'aurait formellement inculpé d'appartenance à une association délinquante conspirant contre le régime et d'attentat à la vie du chef de l'Etat.

Le 28 mars 2015, une mission parlementaire d'information, chargée d'enquêter sur l'arrestation en date du 15 mars des militants de la société civile, aurait été créée. Le rapport de la mission aurait conclu à l'absence de preuves indiquant que les personnes arrêtées feraient partie d'organisations terroristes ou seraient en train de planifier des activités de terrorisme.

Le 13 juin 2015, un débat à l'Assemblée nationale aurait recommandé une « solution politique » à l'affaire. Le procès judiciaire serait pour le moment suspendu dans l'attente d'une décision de la Cour suprême suite à la demande des avocats de révoquer les preuves fournies par l'Agence nationale de renseignement. En effet, considérant que les procès-verbaux de l'Agence nationale de renseignement auraient été obtenus illégalement, les avocats de la défense auraient demandé au juge de les écarter. La requête aurait été rejetée par les juges du Tribunal de paix ainsi que les juges de la Cour d'appel de Kinshasa-Gombe.

Dans le cadre des deux affaires, la défense aurait fait appel sur des questions de procédure ; les deux affaires seraient suspendues dans l'attente de la décision des juridictions saisies.

De sérieuses préoccupations sont exprimées quant à l'arrestation de MM. Christopher Ngoyi Mutamba et Yves Makwambala, ainsi que de nombreux autres défenseurs des droits de l'homme en diverses occasions. Ces arrestations semblent être directement liées à leurs activités légitimes et pacifiques en faveur de la défense des droits de l'homme dans l'exercice de leurs droits à la liberté d'opinion et d'expression et à la liberté de réunion pacifique et d'association. Des préoccupations sont également exprimées quant aux allégations de vice de procédure et de procès non-équitable dans les affaires en cours contre MM. Christopher Ngoyi Mutamba et Yves Makwambala.

Sans vouloir à ce stade préjuger des faits qui nous ont été soumis, ces allégations semblent contrevenir à certaines normes et principes fondamentaux énoncés dans le Pacte International relatif aux droits civils et politiques auquel la République Démocratique du Congo (alors Zaïre) a accédé le 1^{er} novembre 1976, en particulier les articles 9, 10, 14, 19, 21 et 22, qui consacrent les droits à ne pas être arrêté de manière arbitraire, à un procès équitable et public, ce qui inclut également la présomption d'innocence, le droit de communiquer avec le conseil de son choix et le droit de ne pas être forcé de témoigner contre soi-même ou de s'avouer coupable, et aux libertés d'opinion et d'expression, de réunion pacifique et d'association.

Enfin, ces allégations semblent contrevenir à la responsabilité principale et au devoir de l'Etat de protéger, promouvoir et rendre effectifs tous les droits de l'homme et toutes les libertés fondamentales, selon la Déclaration du 8 mars 1999, sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et les libertés universellement reconnus, et en particulier ses articles 1,2 et 12.

Vous trouverez les textes complets relatifs aux instruments juridiques et autres standards établis en matière de droits de l'homme sur notre site internet à l'adresse suivante www.ohchr.org. Nous sommes également en mesure de vous fournir ces textes sur demande.

Au vu du caractère sérieux de ces allégations, nous saurions gré au Gouvernement de votre Excellence de nous fournir, dans les meilleurs délais, une réponse sur les démarches préliminaires entreprises afin de protéger les droits des personnes mentionnées ci-dessus.

Comme il est de notre responsabilité, en vertu des mandats qui nous ont été confiés par le Conseil des droits de l'homme, de solliciter votre coopération pour tirer au clair les cas qui ont été portés à notre attention, nous serions reconnaissants au Gouvernement de votre Excellence de ses observations sur les points suivants:

1. Veuillez fournir toute information ou tout commentaire complémentaire en relation avec les allégations susmentionnées.
2. Veuillez fournir des informations détaillées concernant les faits et la base légale ayant conduit à l'arrestation et à la détention de M. Ngoyi et M. Bakwambala ; veuillez expliquer en particulier la compatibilité de ces mesures avec les normes internationales des droits de l'homme susmentionnées
3. Veuillez également fournir des informations détaillées sur les procès en cours à l'encontre de ces personnes ; veuillez expliquer en particulier la compatibilité de ces mesures avec les normes internationales des droits de l'homme susmentionnées, en particulier le droit à un procès équitable et public, tel que reconnu, entre autres, dans l'article 14 du PIDCP.
4. Veuillez indiquer quelles mesures ont été prises pour veiller à ce que les défenseurs des droits de l'homme puissent travailler dans un environnement favorable et mener leurs activités légitimes sans crainte de harcèlement, d'intimidations, de menaces, de stigmatisation ou de criminalisation de toute nature, ou de tout acte de violence, en particulier lorsqu'il exercent leurs droits à la liberté d'opinion et d'expression et à la liberté de réunion pacifique.

Dans l'attente d'une réponse de votre part, nous prions le Gouvernement de votre Excellence de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la protection des droits et des libertés des individus mentionnés, de diligenter des enquêtes sur les violations qui

auraient été perpétrées et de traduire les responsables en justice. Nous prions aussi votre Gouvernement d'adopter, le cas échéant, toutes les mesures nécessaires pour prévenir la répétition des faits mentionnés.

Nous nous engageons à ce que la réponse du Gouvernement de votre Excellence soit reflétée dans le rapport qui sera remis au Conseil des droits de l'homme pour examen.

Veillez agréer, Excellence, l'assurance de notre haute considération.

José Guevara

Premier Vice-Président du Groupe de Travail sur la détention arbitraire

David Kaye

Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression

Maina Kiai

Rapporteur spécial sur les droits à la liberté de réunion pacifique et d'association

Michel Forst

Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs des droits de l'homme

Mónica Pinto

Rapporteuse spéciale sur l'indépendance des juges et des avocats